



Domaine de soutien : Aquaculture

Mesure :

M8 - Aide à la création d'entreprise pour les nouveaux aquaculteurs

(OS 2.1)

Priorité du FEAMPA :

- 1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques de la mer
- 2 : Contribuer à la sécurité alimentaire dans l'Union au moyen d'une aquaculture et de marchés compétitifs et durables
- 3 : Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières
- 4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable

Objectif Spécifique du FEAMPA :

- a) la promotion des activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental;
- b) la promotion de la commercialisation, de la qualité et de la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits.

En cas d'événements exceptionnels entraînant une perturbation importante des marchés, le soutien peut comprendre:

- a) des compensations destinées aux opérateurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture pour leurs pertes de revenus ou leurs surcoûts; et
- b) des compensations destinées aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues qui stockent des produits de la pêche énumérés à l'annexe II du règlement (UE) n° 1379/2013, à condition que ces produits soient stockés conformément aux articles 30 et 31 dudit règlement. Le soutien visé au premier alinéa ne peut être éligible que si la Commission a établi l'existence d'un événement exceptionnel au moyen d'une décision d'exécution. Les dépenses ne sont éligibles que pendant la durée fixée dans ladite décision d'exécution.

Le soutien peut également couvrir les interventions qui contribuent à l'aquaculture fournissant des services environnementaux et garantissant la santé et le bien-être des animaux dans l'aquaculture conformément au champ d'application du règlement (UE) 2016/429.

Le soutien peut également contribuer à la réalisation des objectifs de l'organisation commune des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture énoncés à l'article 35 du règlement (UE) n° 1380/2013, y compris aux plans de production et de commercialisation décrits à l'article 28 du règlement (UE) n° 1379/2013.

Objectif Stratégique UE :

- b) une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable ;
- e) une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales.

Références réglementaires

Articles 11, 13, 26, 27 et annexe III du règlement (UE) 2021/1139

Rappel du constat et des objectifs stratégiques du Programme Opérationnel

Le programme FEAMPA vise à favoriser le développement d'une aquaculture durable en soutenant des actions prévues dans le Plan Aquacultures d'Avenir.

Ce plan national prévoit notamment le soutien à l'installation de nouveaux aquaculteurs.

Les enjeux pour la Région Occitanie

La fermeture de l'accès au dispositif national de soutien à l'installation en Agriculture (DJA = Dotation Jeunes Agriculteurs) pour les aquaculteurs sur la période 2014-2020 résultant d'un désengagement de l'Etat a eu un effet négatif sur le renouvellement des générations en créant par ailleurs une inéquité de traitement entre aquaculteurs et les autres types d'agriculteurs.

La filière aquacole régionale se répartit principalement entre la conchyliculture en lagune et en mer (90%), la culture de spiruline (6%) et la pisciculture d'eau douce (4%).

La problématique du renouvellement des générations touche essentiellement les filières traditionnelles que sont la conchyliculture et la pisciculture d'eau douce.

La production conchylicole d'Occitanie pèse 10 % de la production nationale. La filière bénéficie d'un marché local dynamique soutenu par le fort attrait touristique de la région qui favorise la vente directe sur les marchés et la dégustation au sein des mas.

Néanmoins, le bassin conchylicole régional souffre d'un manque d'attractivité pour les jeunes générations et d'un déficit d'image du métier et de la qualité des produits accentués par la communication négative liée aux crises du milieu naturel (malaïgue, eaux vertes, neuro-virus...). La profession conchylicole est vieillissante, près de la moitié des exploitants ont plus de 50 ans sur le bassin de Thau. Nombreux sont ceux qui n'ont pas préparé leur succession. Avec 15 installations / an pour 20 départs, le renouvellement des générations n'est pas assuré. De nombreuses tables conchylicoles sont vides et non exploitées.

Le foncier conchylicole fait l'objet d'une pression importante et on observe de nombreux changements de destination de mas conchylicoles.

Le montant des investissements liés à une installation en conchyliculture constitue un frein à la dynamique d'installation, notamment pour les installations « Hors Cadre Familial ».

Stratégie de la Région Occitanie

Soutenir la création de micro ou petites entreprises par de nouveaux aquaculteurs (conchyliculteurs, algoculteurs, pisciculteurs...) pour renforcer l'attractivité de la filière et favoriser la pleine exploitation du potentiel aquacole offert par le territoire régional.

Services concernés

Région Occitanie / Direction de la Mer / Service Aménagement Durable et Economie Littorale

Montant indicatif des crédits du domaine de soutien

FEAMPA : 1 260 000 €

Opérations éligibles :

1. Reprise ou acquisition d'un premier bâtiment existant équipé pour la production aquacole (y compris serre agricole) et/ou ses infrastructures productives annexes (bassins d'élevage, prise d'eau, ponton, portique, tables conchylicoles, filières en mer...), dans le cadre de la première création d'une micro ou petite entreprise de production aquacole par un nouvel aquaculteur :
 - Sur le Domaine Public Maritime (DPM) : reprise de concessions de cultures marines (bâtiment, ponton, portique, 4 premières tables conchylicoles ou filières en mer...) donnant lieu à une indemnité de substitution,
 - Sur le Domaine Privé : acquisition d'un bâtiment existant équipé pour la production aquacole (y compris serre agricole) et ses infrastructures productives annexes (prise d'eau, bassins...).

(*) : pour le matériel neuf : cf mesure « Aide aux investissements productifs en aquaculture ».
2. Acquisition d'un premier navire aquacole d'occasion* répondant aux conditions suivantes :
 - Le vendeur du matériel fournit une déclaration sur l'honneur (datée et signée) indiquant l'origine exacte du matériel, et confirmant qu'il n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années ;

- Le vendeur fournit la copie de la facture d'achat ou la copie de l'acte de vente du navire au moment de son acquisition stipulant le prix d'acquisition ;
- Le prix du navire d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et est inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ;
- Le navire présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et est conforme aux normes applicables : le navire dispose d'un permis de navigation en cours de validité ;
- La valeur éligible du navire d'occasion ne pourra dépasser la valeur suivante :

$(\text{prix initial neuf} - \text{aides publiques obtenues}) \times (1 - (\text{\AA ge du navire plafonné à 7 ans} \times 10\%))$

... soit une décote de 10% par an, plafonnée à 70%, par rapport au coût de revient du navire pour le vendeur, aides publiques déduites.

Conditions d'éligibilité

- Pour une demande portant sur un bâtiment de production aquacole : le demandeur n'a jamais été concessionnaire ou propriétaire d'un bâtiment aquacole avant la date de dépôt de sa demande d'aide,
- Pour une demande portant sur des concessions de cultures marines (tables conchyliques ou filières en mer) : le demandeur dispose de moins de 4 concessions (tables conchyliques ou filières en mer) et est exploitant depuis moins de 2 ans à la date de dépôt de sa demande d'aide,
- Pour une demande portant sur un navire aquacole d'occasion :
 - o Le demandeur n'a jamais été propriétaire d'un navire aquacole avant la date de dépôt de sa demande d'aide,
 - o Le vendeur fournit une déclaration sur l'honneur (datée et signée) indiquant l'origine exacte du matériel et confirmant qu'il n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années,
 - o Le vendeur fournit la facture d'acquisition du navire,
 - o Le demandeur fournit 2 devis pour un navire neuf équivalent,
 - o Le navire est armé en aquaculture et dispose d'un permis de navigation à jour.
- Pour les projets d'installation en conchyliculture, le demandeur présente une attestation de passage préalable par l'Unité Installation TRansmission (UITR) du Comité Régional de la Conchyliculture de Méditerranée (CRCM),
- Le demandeur s'engage à mettre en place un suivi comptable externalisé sur une durée minimale de 3 ans (la copie du contrat de prestation sera exigée pour le versement des aides),
- Dans les cas d'acquisition d'un bâtiment conchylique sur le Domaine Privé, sa valeur a été estimée par la SAFER,
- Dans les cas de reprise de concession sur le Domaine Public Maritime géré par l'Etat, le montant d'indemnité de substitution est stipulé dans le procès-verbal de la Commission des Cultures Marines.

Opérations non éligibles

- Transfert de propriété d'une entreprise (rachat de parts sociales d'une société existante, rachat de fonds de commerce...),
- Projet portant sur l'élevage d'organismes génétiquement modifiés.

Dépenses éligibles

- Acquisition d'un bâtiment existant équipé pour la production aquacole et ses infrastructures productives annexes (bassins d'élevage, prise d'eau, ponton, portique, tables conchyliques, filières en mer, etc...) :
 - o Sur le domaine privé : coût d'acquisition (hors frais de notaire),
 - o Sur le Domaine public Maritime : montant des indemnités de substitution entre l'ancien et le nouveau concessionnaire.

- Acquisition d'un navire aquacole d'occasion : coût d'acquisition plafonné au coût de revient du navire pour le vendeur après déduction des éventuelles aides publiques obtenues il y a plus de 5 ans, et sur lequel est appliqué une décote de vétusté à hauteur de 10% par an, plafonnée à 70%).

Dépenses non éligibles

- Dépenses réalisées avant le dépôt de la demande de subvention,
- Dépenses non éligibles au titre du règlement FEAMPA (article 13), notamment : Acquisition de parts sociales d'une société existante, Rachat de fonds de commerce,
- Dépenses non éligibles au titre du décret d'éligibilité des dépenses interfonds,
- Acquisition de cheptel,
- Impôts et taxes,
- TVA,
- Frais financiers,
- Frais de personnel du demandeur,
- Frais de dossiers,
- Frais de notaire,
- Matériel d'occasion (hors acquisition du 1^{er} navire aquacole),

Demandeurs éligibles :

- Micro ou petites entreprises de production aquacole (code APE 0321Z ou 0322Z) créées depuis moins de 2 ans à la date de dépôt de la demande d'aide par des nouveaux aquaculteurs entrant dans le secteur qui n'avaient jamais créé d'entreprise aquacole auparavant.

Dans le cas d'une micro ou petite entreprise créée à la fois par des associés « nouveaux aquaculteurs » entrant dans le secteur (qui créent pour la première fois leur exploitation aquacole en tant que dirigeant de cette entreprise) et des associés qui ont déjà créé une exploitation aquacole par le passé, l'aide est accordée au prorata des parts sociales détenues par les « nouveaux aquaculteurs ».

Demandeurs non éligibles :

- SCI et autres entreprises n'ayant pas pour objet la production aquacole (entreprises présentant un code APE différent de 0321Z ou 0322Z)
- Demandeurs ayant commis l'une des infractions environnementales énoncées aux articles 3 et 4 de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil (cf. art 11 du règlement FEAMPA).

Critères de sélection

- Le porteur dispose de formations/Expérience/compétences particulières en lien avec son projet qui vont au-delà des exigences réglementaires,
- Valeur ajoutée annuelle générée par le projet à l'horizon de la 3^{ème} année du plan d'entreprise,
- Le projet porte sur plusieurs : espèces, modes ou types de production, modes de commercialisation, améliorant d'autant la résilience de l'entreprise,
- Le projet permet la création d'emplois salariés durables (en plus du chef d'entreprise),
- Le projet contribue à promouvoir l'égalité professionnelle femme/homme,
- Le projet accorde une importance significative à la réduction des impacts de l'activité sur l'environnement avec des actions prévisionnelles concrètes.

Lien avec d'autres réglementations

Lignes de partage entre les objectifs spécifiques

Mesure investissements productif dans l'aquaculture permet de financer le matériel neuf.

Intensité d'aide publique :

- Acquisition d'un bâtiment existant équipé pour la production aquacole et ses installations productives annexes (bassins d'élevage, prise d'eau, ponton, portique, tables conchyliques, filières en mer, etc...) :
 - o Hors cadre familial * : subvention de 50% plafonnée à 30 000 €,
 - o Cadre familial * : subvention de 25% plafonnée à 20 000 €,
- Acquisition d'un navire aquacole d'occasion :
 - o Hors cadre familial * : subvention de 50% plafonnée à 10 000 €,
 - o Cadre familial * : subvention de 25% plafonnée à 5 000 €,

(*) : Hors cadre familial : l'acheteur justifie qu'il ne présente pas de lien de parenté avec le vendeur jusqu'au 3^{ème} degré.

NB : Dans le droit civil, pour connaître le degré de parenté entre deux individus, il faut partir de l'une des personnes, remonter jusqu'à l'ancêtre en commun et redescendre jusqu'à l'autre personne. Chaque étape compte pour un degré. Exemples : Un père et son fils sont parents au premier degré. Un frère et une sœur sont parents au deuxième degré (on monte jusqu'au parent puis on redescend), un oncle et son neveu sont parents au troisième degré (on part du neveu, on monte à l'un de ses parents, puis grands-parents et on redescend sur l'oncle).

Taux de cofinancement (des aides publiques) :

- Contreparties nationales (Région, Etat...) : 30%
- FEAMPA : 70%

Plancher d'éligibilité : le dossier mobilise un minimum de 5 000 € d'aides publiques

Plafonds :

1 dossier par entreprise (n° SIREN) sur l'ensemble de la programmation FEAMPA

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'opérations

Indicateur de résultats :

- CR 06 — Nombre d'emplois créés (nombre de personnes)

Grille de sélection des projets :

Critères de sélection portant :	Thématique	Critères de sélection	Notation applicable	
sur le bénéficiaire	Emploi	Le porteur dispose de formations/Expérience/compétences particulières en lien avec son projet qui vont au-delà des exigences réglementaires	Non Oui	0 10
sur le projet	Economie	Valeur ajoutée annuelle générée par le projet à l'horizon de la 3ème année du plan d'entreprise	< 15 000 € / an entre 15 000 € et 25 000 € / an > 25 000 € / an	0 10 20
		Le projet porte sur plusieurs : espèces, modes ou types de production, modes de commercialisation, améliorant d'autant la résilience de l'entreprise.	Non Oui	0 20
	Emploi	Le projet permet la création d'emplois salariés durables (en plus du chef d'entreprise)	Non Oui	0 20
		Le projet contribue à promouvoir l'égalité professionnelle femme/homme	Non Oui	0 10
	Environnement	Le projet accorde une importance significative à la réduction des impacts de l'activité sur l'environnement avec des actions prévisionnelles concrètes	Non Oui	0 20

Note minimale : 30/100

En cas d'ex-aequo, les projets seront départagés sur la valeur du critère : « Valeur ajoutée annuelle générée par le projet à l'horizon de la 3ème année du plan d'entreprise ».

Remboursement des aides

En cas de revente des investissements financés ou de cessation d'activité avant le 5^{ème} anniversaire du paiement final des aides, les aides perçues devront être remboursées.